

Francia – Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Bd. 31/3

2003

DOI: 10.11588/fr.2004.3.46196

Copyright

Das Digitalisat wird Ihnen von perspectivia.net, der Online-Publikationsplattform der Stiftung Deutsche Geisteswissenschaftliche Institute im Ausland (DGIA), zur Verfügung gestellt. Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

NORBERT FREI

CONTINUITÉS ET RUPTURES: LES ÉLITES ALLEMANDES APRÈS 1945*

Sans aucune exagération, on peut dire qu'en Allemagne, la question de la continuité biographique – question qui enjambe la césure de 1945 – a été écartée avec soin. Mais, à cette volonté d'évitement correspondait un rite de la révélation au cours duquel on abordait toujours des cas concrets de continuité des élites. De là provient une tendance à l'indignation morale, qui perdure jusqu'à aujourd'hui. Mais depuis, indignation et révélation sont un rien surannées. Une chose est sûre: le courage personnel n'est plus indispensable pour étudier ou tout simplement parler du parcours des élites allemandes au milieu du XX^e siècle – en d'autres termes: de Hitler à Adenauer.

Mais il est vrai aussi qu'en Allemagne de l'Ouest et de l'Est, quiconque posait la question de savoir à quel point les deux républiques (la RFA et la RDA proclamées toutes deux en 1949) étaient, sur le plan biographique, reliées au régime national-socialiste, se rendait suspect. C'était surtout le cas lorsque, ne visant pas l'ennemi d'en face, cette question portait sur son propre État.

Naturellement, dans la société ouverte de la République fédérale, et ce surtout à partir des années 60, de telles questions ne pouvaient être refoulées comme en RDA. Mais, même à l'Ouest, on était peu disposé à se les poser et au fond, elles restaient l'affaire de petites minorités éloignées des partis au pouvoir. Rarement exprimées, les raisons de ce retrait crevaient les yeux: chacun des deux États allemands se considérait comme la seule réponse légitime au »Troisième Reich« et, ici comme là-bas, le nouveau pouvoir ne pouvait élire son peuple, comme l'avait proposé un jour Bertholt Brecht – mais, bien entendu, en inversant la perspective afin de critiquer le pouvoir est-allemand.

L'image des anciennes conditions gagne en clarté avec le recul d'un demi-siècle; le regard porté sur ces vérités amères devient plus libre. Une de ces vérités est qu'à l'Ouest comme à l'Est, on devait bâtir un État avec une population qui, dix ans auparavant, avait gratifié Hitler d'une majorité absolue lors d'élections libres et secrètes. Au regard d'une telle situation initiale, le problème de la continuité devenait avec la fondation de deux États une sorte de secret de fabrication: connu de tous à l'intérieur, rigoureusement dissimulé à l'extérieur.

Les sciences historiques, elles aussi, ont évité la question de la continuité. On a bien étudié la naissance de la RFA et de la RDA sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur. Mais ce qui n'a été guère analysé, c'est la nature psychique de la »Communauté populaire nationale-socialiste« (*Volksgemeinschaft*) qui, bien que libérée des prétentions du pouvoir nazi depuis le 8 mai 1945, n'a pas cessé cependant d'exister dans les esprits. Ainsi, pour apporter une réponse satisfaisante à la question de la continuité, il a manqué en amont une dimension essentielle: le »Troisième Reich«, loin d'être réduit à l'utilisation exclusive de la violence et de la terreur, jouissait d'une grande force d'intégration et d'adhésion – et ce, autant auprès des élites que des »plus humbles de la Communauté« (*die einfachen Volksgenossen*) comme on le disait alors.

Comme l'ont montré les recherches récentes, le projet politique du national-socialisme et la promesse d'une »Communauté populaire« trouvaient l'adhésion de larges couches de la population allemande. Il est donc peu judicieux de vouloir réduire le problème de la conti-

* Traduction de l'allemand par Gaël CHEPTOU.

nuité des élites à la seule élite nationale-socialiste et à la question de ses chances de survie après la guerre. On ne doit pas se focaliser sur les planificateurs et administrateurs du génocide, ceux-là mêmes qui bien souvent, sur les lieux de leurs méfaits à l'Est, préparaient déjà leur retour à la vie civile à l'Ouest. Et ce, aussi révoltant que puisse paraître le fait que bon nombre d'entre eux aient réussi à échapper à une condamnation.

Si on veut éviter d'amputer la problématique, il est nécessaire d'examiner, au-delà des organisateurs de l'Holocauste, l'ensemble des couches dirigeantes: c'est-à-dire tous ceux qui ont contribué par leurs capacités, leurs talents ou en leur qualité d'expert à ce que Hitler et son »mouvement« soient en mesure, en l'espace de quelques années, de redonner à l'Allemagne un statut de puissance politique, économique et militaire, pour finalement entamer une guerre criminelle sans précédent.

En effet, le problème des »élites hitlériennes« ne concerne pas seulement le cercle réduit des membres de haut rang du parti nazi et des protagonistes par conviction, mais toutes les élites de fonction pendant le national-socialisme et leur parcours ultérieur: il s'agit donc autant des fonctionnaires et des entrepreneurs que des militaires et des médecins, des journalistes et des juristes, des scientifiques et des artistes¹. La recherche historique connaît des cas plus ou moins spectaculaires dans tous les domaines précités, mais ce serait s'avancer que d'affirmer que nous disposons pour chacun de ces groupes, chacune de ces disciplines – et ainsi pour la société tout entière – d'une image précise.

Le rapport continuité – discontinuité dans le domaine politique est au centre des discussions depuis fort longtemps. Ce qui se comprend aisément: sous le contrôle direct des Alliés, il a fallu trouver une réponse convaincante à la question de savoir avec quel personnel on allait bâtir la nouvelle démocratie offerte et prescrite aux Allemands (de l'Ouest). Le résultat fut que le premier encadrement politique de la jeune République fédérale était au fond composé de vieux démocrates de la République de Weimar.

Mais au niveau inférieur – c'est-à-dire: au niveau des fonctionnaires – il en était, dès le départ, tout autrement, et ce fut à ce niveau que survint le scandale. Le nom de Hans Globke en est le symbole par excellence, lui qui fut à Bonn, depuis 1949, le plus haut fonctionnaire de la chancellerie d'Adenauer puis, à partir de la deuxième législature, son secrétaire d'État. Quand bien même le cas Globke – son rôle dans le régime nazi reste encore aujourd'hui controversé – déclencha la critique des sociaux-démocrates à partir de 1950, le scandale politique dans les années 50, 60 et même jusque dans les années 70, n'aboutissait pas forcément à des recherches historiques.

Pendant longtemps, ce furent seulement quelques francs-tireurs qui attirèrent l'attention sur les conséquences multiples qui accompagnaient la reprise presque intégrale, au service de la République fédérale, des fonctionnaires du »Troisième Reich«: sur ces juristes déjà actifs sous Hitler, qui imprégnaient non seulement l'esprit de l'administration publique, mais aussi et surtout la jurisprudence dans l'Allemagne d'après-guerre; sur ces médecins, anciens experts de l'euthanasie, qui s'étaient reconvertis en praticiens dans le nouveau système de santé; sur ces spécialistes de la recherche raciale d'État qui entamaient une nouvelle carrière dans les universités rouvertes. On pourrait aisément allonger la liste de telles »transitions«.

Une des clefs du problème complexe de ce que l'on a appelé la »continuité des fonctionnaires« est naturellement la question du parcours de tous ces membres de l'administration occupante qui, pendant la guerre, en France et presque partout en Europe, l'avaient mise en place et qui avaient souvent participé à des actions criminelles. De fait, ces »cas« seraient un

1 Pour une vue d'ensemble, avec de nombreux exemples individuels (à l'exception toutefois du domaine des sciences et des arts), voir Norbert FREI (éd.), *Karrieren im Zwielicht. Hitlers Eliten nach 1945*, Frankfurt a. M., New York 2001 (nouvelle édition, de poche et non illustrée, Munich ²2004); la présente contribution s'appuie sur mon résumé dans ce volume.

grand thème en soi, d'autant que la recherche sur la politique allemande d'occupation en France a fait, ces dernières années, des progrès significatifs.

Depuis peu, nous en savons plus justement sur cet aspect du parcours et de la carrière de quelques représentants et exécutants. Il en est ainsi de Werner Best, qui fut pendant deux ans, à partir de 1940, le responsable administratif du commandement militaire allemand en France, et sur lequel Ulrich Herbert a écrit une biographie importante². Mais dans le cas de l'ancien représentant de Heydrich, il faut indiquer tout de suite que sa trajectoire d'après-guerre sera plutôt inhabituelle: Best ne réintégrera jamais le cursus de fonctionnaire.

La voie qu'emprunta en 1945 l'ancien chef du département politique de l'ambassade allemande à Paris, Ernst Achenbach, fut plus brillante. Député libéral (FDP) au *Bundestag*, avocat à Essen, il se révéla une personnalité influente dans le champ de la «politique du passé» (*Vergangenheitspolitik*) des années 1950³. Et, dans l'antichambre de son cabinet, une vieille connaissance, Werner Best, s'occupait en même temps de l'amnistie des «criminels-bureaucrates» (*Schreibtischtäter*).

Deux thèses récentes, soutenues sous la direction de Ulrich Herbert et la mienne, prolongent nos recherches des années 1960 et 1970: Claudia Moisel montre toute l'énergie criminelle déployée par Ernst Achenbach – alors rapporteur au sein de la commission des affaires étrangères du parlement – pour retarder jusque dans les années 1970, l'adoption de l'accord additionnel au dit Traité de transition, accord qui prévoyait d'étendre les possibilités dont avait à disposition la justice ouest-allemande pour poursuivre les criminels de guerre et les nazis allemands en France⁴. De son côté, Bernhard Brunner a reconstruit le parcours de 21 (sur 74) chefs de la sûreté nazie (KdS, *Kommandanten der Sicherheitspolizei*) qui, en tant que représentants directs de l'Office central de sécurité du Reich (RSHA, *Reichssicherheitshauptamt*), furent responsables de la majeure partie des crimes commis par l'Occupation en France – surtout des déportations de Juifs et des exécutions d'otages. Un tiers de ces chefs de police retrouvèrent, après la dénazification, un poste dans la fonction publique et presque tous vécurent sans être inquiétés jusque dans les années 1970. Parmi ceux qui parvinrent à continuer, pendant presque deux décennies, leurs affaires dans le secteur privé malgré la pression croissante des enquêtes depuis le début des années 1960, on trouve même d'anciens hauts responsables du RSHA, tels que Kurt Lischka (KdS Paris) et Herbert Hagen (KdS Bordeaux) dont le procès n'eut lieu qu'en 1979 (avec Ernst Heinrichsohn)⁵.

Mais il ne s'agira pas, par la suite, de continuer à citer des cas plus ou moins spectaculaires. Pour ceux relatifs à la France, on peut déjà dégager un principe: entre l'avant et l'après 1945, la continuité des élites n'est pas synonyme de perpétuation inchangée.

La raison en est la vague d'épuration politique initiée par les Alliés en Allemagne contre les criminels nazis et dont l'efficacité n'est pas à sous-estimer. Et simplement parce que les mesures adoptées pendant cette période faisaient en sorte qu'il n'y ait aucune continuité, tout au moins sur un plan: celui de l'élite *politique* du «Troisième Reich» – bien que l'on puisse spontanément hésiter à parler dans ce cas d'élites, même dans le sens fonctionnel.

Il n'y avait pour les grands dirigeants du national-socialisme, à la différence des autres élites de fonction, aucun avenir après 1945. Quiconque avait occupé dans l'entourage d'Hit-

2 Ulrich HERBERT, *Best. Biographische Studien über Radikalismus, Weltanschauung und Vernunft 1903–1989*, Bonn 1996.

3 Voir sur ce point, mon étude: *Vergangenheitspolitik. Die Anfänge der Bundesrepublik und die NS-Vergangenheit*, Munich 1996 (édition de poche 2003), p. 106–131 et passim.

4 Claudia MOISEL, *Frankreich und die deutschen Kriegsverbrecher. Politik und Praxis der Strafverfolgung nach dem Zweiten Weltkrieg*, Göttingen 2004.

5 Bernhard BRUNNER, *Lebenswege der deutschen Sipo-Chefs in Frankreich nach 1945*, in: Ulrich HERBERT (éd.), *Wandlungsprozesse in Westdeutschland. Belastung, Integration, Liberalisierung 1945–1980*, Göttingen 2002, p. 214–242.

ler une fonction politique un tant soi peu importante, ne pouvait dans l'Allemagne d'après-guerre en obtenir une semblable. L'explication réside dans l'histoire de l'épuration politique. Elle permet aussi d'affirmer que l'idée fort répandue d'une continuité linéaire des élites mène à des conclusions fausses.

La césure de l'épuration

À la différence des grandes figures du régime et d'un nombre non négligeable de hauts dignitaires du parti et des SS, qui en 1945 ne virent une issue que dans le suicide, la majorité des élites de fonction misait sur l'ignorance, la naïveté ou même la compréhension des vainqueurs. Nombre de spécialistes espéraient avec leur savoir éveiller l'intérêt des Alliés – que l'on pense aux constructeurs de fusées ou aux spécialistes du renseignement à l'image de Reinhard Gehlen – beaucoup devaient également éprouver une certaine inquiétude. Toujours est-il que Goebbels, qui cherchait à entretenir le «devoir jusqu'au-boutiste» dans la dernière phase de la guerre, déformait les intentions des Alliés en mélangeant continuellement vérités et mensonges. Et les annonces répétées d'un dépeçage du Reich et du «châtiment» de tous les Allemands eurent sans aucun doute une grande portée. Mais un changement radical dépassant le plan purement politique apparaissait à la plupart des élites (de fonction) comme hautement improbable, voire impossible dans la pratique: ils tenaient pour acquis qu'ils seraient ultérieurement de toute façon nécessaires.

Et de fait, quelques éléments, au moment de la capitulation, laissaient à penser que les forces d'occupation réagiraient avec pragmatisme devant l'ampleur du chaos et des destructions, et qu'ils auraient recours aux experts en place. De telles attentes étaient très répandues dans les milieux économiques, comme le montre l'exemple de Hermann Josef Abs, membre de la direction de la *Deutsche Bank*, qui se sentit tout à fait en phase avec son premier «interlocuteur» anglais, lorsque il lui exprima son désir de continuer comme avant.

La déception devait bientôt suivre, pour Abs comme pour beaucoup issus des cercles des élites. Car, après quelques semaines, les choses prirent une tout autre tournure: à Nuremberg, les Alliés organisèrent le premier procès contre 24 «grands criminels de guerre», suivi par d'autres procédures contre ceux qui avaient soutenu la machine de guerre et d'extermination allemande: contre des banquiers, par exemple, qui avaient financé le programme d'armement de Hitler ou hâté l'«aryanisation»; contre des officiers qui avaient donné des ordres criminels; contre des industriels qui avaient «consommé» de la main d'œuvre réquisitionnée; contre des médecins qui s'étaient occupés de la «sélection» dans les camps de concentration. Et avant que le tribunal de Nuremberg ne se réunisse à l'automne 1945, de nombreux procès eurent lieu, en peu de temps, dans les tribunaux militaires de chaque zone d'occupation, condamnant comme criminels de guerre des milliers de SS et de militaires, ainsi que des dirigeants locaux du parti, des fonctionnaires communaux et des industriels. Tel fut le cas, par exemple, dans la zone française, de l'industriel de l'acier Hermann Röchling.

Parallèlement débuta une série de grandes vagues d'arrestations. En juillet 1945, les Américains appréhendèrent, en l'espace de quelques jours, 10 000 suspects; réservé dans un premier temps aux dirigeants des sections locales du parti, le principe de l'«arrestation automatique» fut alors étendu à tous les administrateurs nazis. Des équipes spéciales, souvent étonnement bien renseignées, se chargeaient de trier le reste des élites de fonction, pour repérer les éléments réellement importants. À l'apogée de cette politique d'internement, les Alliés gardaient en détention près d'un quart de million d'Allemands; un an et demi après la fin de la guerre, leur nombre était encore d'environ 90 000. Les autres avaient entre-temps connu interrogatoires, enquêtes et, le cas échéant, un procès, en un mot: la dénazification qui était devenu un devoir pour des millions d'Allemands.

Tout cela débouchait le plus souvent sur des peines concrètes qui pouvaient aller jusqu'à l'interdiction de travail; un groupe fut particulièrement touché par l'épuration politique: les

fonctionnaires. Au cours de l'été 1945, le licenciement préventif semblait aux Alliés un moyen efficace pour briser toute velléité de résistance au sein de l'administration et des factions nazies, et très vite, dans la zone américaine, tout fonctionnaire entré au NSDAP avant le 1^{er} mai 1937 fut tenu de quitter son travail. Cette mesure toucha plusieurs centaines de milliers d'entre eux, au moins temporairement. On comprendra aisément qu'il y eut parfois certaines injustices. En outre, la »leçon« n'allait pas rester sans conséquences. Si elle donnait l'occasion aux uns de s'apitoyer sur leur sort, aux autres de réfléchir sur eux-mêmes, l'expérience de la sanction allait en amener beaucoup à se réfugier dans l'abstinence politique – et c'est sans doute là l'élément le plus important à moyen terme.

L'attitude sèche des Alliés à l'égard des fonctionnaires et les nouvelles peu réjouissantes en provenance des camps d'internement provoquèrent certains remous dans les milieux économiques et le corps des officiers. Beaucoup s'alarmèrent lorsque fut rendue publique la décision américaine de mener séparément une série de procès en raison de la tension croissante à Nuremberg. Et de fait, les procès qui suivirent Nuremberg, parfois jusqu'en 1949, se changèrent en règlement de comptes politique et moral avec des représentants, triés sur le volet, de ces élites qui avaient contribué de manière décisive au fonctionnement du régime.

Les projets politiques faisaient certes passer au second plan ces procédures juridiques – ainsi les banques restèrent finalement épargnées – mais ce ne fut pas seulement le procès d'une poignée de médecins et de quelques chefs sanguinaires des sections spéciales. Au cours des 12 procès, des généraux en vue, des hauts fonctionnaires et des grands industriels furent également au nombre des accusés. L'industrie se sentit particulièrement touchée – les Américains s'étaient ici concentrés sur trois grands noms: Krupp, Flick et IG-Farben.

Malgré les incohérences et les faiblesses qui accompagnèrent dès l'origine les efforts alliés d'épuration et qui furent amplement utilisées du côté allemand, ces interventions ne restèrent pas sans effet: les Alliés avaient ainsi marqué une césure. Ils avaient nettement exprimé leur volonté de ne laisser aucun avenir au national-socialisme – et personne n'avait alors l'intention de s'en réclamer.

Les Allemands étaient au moins aussi disposés à renoncer au national-socialisme qu'ils ne l'avaient été à adhérer jusqu'au milieu de la guerre. Même si la moitié devait bientôt penser que l'»idée« du national-socialisme avait été bonne en soi mais que sa réalisation avait été mauvaise, une loyauté *a posteriori* n'avait plus d'assises réelles: Hitler, Himmler, Goebbels et Göring étaient morts, tandis que la prison ou la potence attendaient les autres Grands du régime. Parmi les »criminels-bureaucrates« et autres meurtriers de rang moyen, plusieurs milliers, ayant peu confiance dans leurs faux papiers, s'enfuirent en Amérique du Sud, en Espagne ou au Proche-Orient. En l'An Quatre après Hitler, comme le constatait Hannah Arendt lors d'un voyage en Allemagne⁶, il était devenu presque impossible de rencontrer le moindre nazi: personne ne voulait reconnaître l'avoir été quelques années auparavant.

Revenue des États-Unis, l'émigrée juive de 1933 était à juste titre révoltée par ce mélange de mensonges criants et d'aveuglement volontaire collectif, et ne pouvait le commenter qu'avec une pointe de sarcasme. Mais cette attitude allemande était aussi l'expression de la rupture collective avec le national-socialisme, rupture imposée qui, bien que formelle à l'origine pour beaucoup, prit une réelle signification au cours du temps. Autrement dit: cela tend à prouver que, si les Alliés n'ont pu atteindre tout ce qu'ils s'étaient fixé, l'objectif principal de leur politique d'épuration était quand même rempli, à savoir: une coupure nette avec le national-socialisme qui n'acceptait aucun retour en arrière, devenant une règle pour tous. Ainsi, les années d'occupation ne furent pas une période de continuité, que ce soit au niveau des élites ou de la société toute entière. Mais il existe bien une autre perspective qui autorise à parler de continuité des élites.

6 Hannah ARENDT, *Besuch in Deutschland 1950. Die Nachwirkungen des Naziregimes*, in: *Id.*, *Zur Zeit. Politische Essays*, Munich 1989, p. 43–70; Arendt séjourna en Allemagne à partir de l'été 1949.

La Restauration des années 50 ou: Comment tout cela a-t-il pu continuer?

Au moment où les ministres-présidents de l'Allemagne de l'Ouest furent chargés de rédiger la constitution, l'épuration politique avait perdu de son ardeur. Et lorsque la République fédérale naquit moins d'un an plus tard, les tout nouveaux citoyens allemands nourrissaient de grands espoirs. Le 20 septembre 1949, le chancelier Konrad Adenauer donna un premier signe évident dans sa déclaration de politique générale: la »dénazification«⁷ aurait été, selon le chancelier, source »de peine et de malheur«⁸ et, si les »vrais coupables«⁹ des crimes du national-socialisme devaient être sévèrement punis, la distinction entre »deux classes d'individus en Allemagne«, c'est-à-dire entre les »politiquement irréprochables«¹⁰ et »ceux qui ne l'étaient pas«¹¹ devrait »disparaître le plus tôt possible«⁷.

Les propos d'Adenauer ne laissaient aucun doute: quatre ans et demi après la fin de la guerre, les temps étaient à l'intégration – ou plus précisément à la réintégration – des »anciens«. Et à l'époque, celui qui aimait chercher querelle, et pour cela nul besoin d'être communiste, parlait de Restauration.

L'historiographie de la République fédérale a surestimé l'importance de la notion de Restauration jusque dans les années 80: car celui qui insiste sur la césure marquée par l'épuration politique ne peut contester que celle-ci, dans ses conséquences individuelles, fut largement suspendue à partir du début des années 50; à l'inverse, la notion de restauration implique une rupture antérieure de la continuité, dont les effets de normalisation ne peuvent être gommés.

L'aspect le plus intéressant de ce débat sur la Restauration, mené plus tard avec tant de violence, fut qu'il n'avait eu aucun précédent. Si Walter Dirks et Eugen Kogon s'étaient montrés très critiques sur une »époque marquée par la Restauration«⁸ et »les visées de la Restauration«⁹, il n'empêche que l'on préférerait dans tous les partis s'en tenir au droit que Kogon avait formulé en 1947: »le droit à l'erreur politique«⁹. Un slogan qui plaisait aussi aux défenseurs de ceux qui avaient commis plus qu'une »erreur«.

Par conséquent, la caractéristique essentielle de la politique d'intégration d'Adenauer¹⁰ était de faire l'unanimité au Bundestag. Quand, un an après la première loi d'amnistie et la »liquidation«¹¹ de la dénazification annoncée en 1950, il fut question de l'aide financière accordée aux fonctionnaires licenciés depuis la fin de la guerre (la fameuse »loi 131«), même les communistes furent favorables à l'examen des demandes des agents de la Gestapo, »qui restaient malgré tout des êtres humains«¹¹.

De tels arguments ne peuvent surprendre que ceux qui ne comprennent pas la désillusion qui avait accompagnée dans les milieux de gauche l'analyse de la force d'intégration du national-socialisme – et les conséquences qu'en a tirées la RDA.

Sous les auspices d'une »démocratie populaire«¹¹ proclamée par en haut, dans laquelle la nécessité de construire une loyauté politique se posait à une tout autre échelle, la Chambre du Peuple promulgua des lois d'amnistie qui offrent des parallèles frappants avec la politique du passé de Bonn: ainsi, par exemple, la »Loi concernant la remise des peines expiatoires et l'octroi de droits civiques aux anciens membres et sympathisants du parti nazi ainsi

7 Stenographische Berichte des Deutschen Bundestages, 1. Wahlperiode, 20.9.1949, p. 27.

8 Walter DIRKS, Der restaurative Charakter der Epoche, in: Frankfurter Hefte 5 (1950) p. 942–954; Eugen KOGON, Die Aussichten der Restauration. Über die gesellschaftlichen Grundlagen der Zeit, in: Frankfurter Hefte 7 (1952) p. 165–177.

9 Eugen KOGON, Das Recht auf den politischen Irrtum, in: Frankfurter Hefte 2 (1947) p. 641–655.

10 Voir pour plus de détails FREI (voir n. 3).

11 Stenographische Berichte des Deutschen Bundestages, 1. Wahlperiode, 6.4.1951, p. 5037sq.

qu'aux anciens officiers de l'armée fasciste« du 9 novembre 1949¹². Avant ce geste fort, le Parti national-démocrate (NPD, *Nationaldemokratische Partei*) avait déjà été autorisé en 1948, parti qui joua le même rôle de rassemblement des »anciens« que le Parti allemand (DP, *Deutsche Partei*) ou le Bloc des réfugiés et des exclus du droit (BHE, *Block der Heimatvertriebenen und Entrechteten*) à l'Ouest. Et le SED (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*) compta dans ses rangs, encore au milieu des années 50, jusqu'à 15% d'anciens membres du NSDAP dans certaines régions.

Il est plus que révélateur qu'il ne fût alors question, dans les deux systèmes, que des »anciens« est assez révélateur. Cela dispensait la nouvelle classe politique d'avouer qu'il y avait encore sur les deux territoires allemands des nazis convaincus. Mais ce vœu pieux avait aussi une fonction: dans un premier temps, il permettait de miser sur la force de la norme ainsi instituée (et au besoin sur la police) et sur l'attractivité du nouvel ordre dans un avenir proche.

À l'Est comme à l'Ouest, un avenir n'était possible, ce n'était un secret pour personne, qu'avec la grande majorité, celle qui auparavant avait soutenu le régime nazi, et non contre elle. Alors que la RDA pouvait recourir à des méthodes d'éducation autoritaires pour y parvenir, la République Fédérale devait éveiller à la démocratie. La »seconde chance« (Fritz Stern) qui avait été accordée de l'extérieur par les Alliés, devait l'être également à l'intérieur. Ainsi, la question difficile restait à l'époque de savoir jusqu'où on pouvait aller sans porter atteinte aux valeurs morales de la jeune démocratie et sans hypothéquer ses chances de succès.

En 1949, personne ne pouvait prévoir l'issue de la lutte qui opposait les deux systèmes, ni la rapidité avec laquelle la RFA allait s'établir et gagner en stabilité; deux décennies plus tard, l'optimisme l'emporta: un an s'était écoulé depuis la révolte étudiante; un »changement de pouvoir« amenait la social-démocratie au gouvernement – et la première génération des élites reprises du Troisième Reich partait en retraite.

Mais une question demeure: comment ces nouvelles carrières ont-elles pu être conciliées avec le second départ de la démocratie en Allemagne? Quelles sont les conséquences de cette réinstallation des anciennes élites de fonction dans les années 50? Le trait dominant de cette nouvelle période qui s'ouvrait à la fin des années 50 allait être désormais la critique du »passé non maîtrisé«.

Comme les choses changèrent

Depuis la deuxième moitié des années 50, Berlin-Est avait développé un argument qui devait bientôt devenir son arme rhétorique suprême contre la »République de Bonn«. Dans sa variante primaire, cet argument consistait à affirmer que l'Ouest n'avait pas changé depuis Hitler, tandis qu'à l'Est, au contraire, tout était neuf.

Malgré la polémique, somme toute, assez facile que cela pouvait représenter, malgré le caractère infâmant de telles assertions pour la classe politique ouest-allemande, on utilisait à l'Est ce passé »fasciste« commun et ses conséquences, car l'argumentation était fondée au moins sur un point: à l'Ouest, après une épuration plus ou moins draconienne selon les cas, les élites de fonction avaient été le plus souvent réutilisées, alors que l'Est revendiquait un changement total. C'était en partie légitime, surtout concernant le domaine de la justice, et

12 Sur ce point et sur l'ensemble des lois est-allemandes concernant la dénazification, voir l'article de: Wolfgang MEINICKE, *Die Entnazifizierung in der sowjetischen Besatzungszone*, in: *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 32 (1984), cité ici d'après sa réédition in: Rainer ECKERT, Alexander von PLATO, Jörn SCHÜTRUMPF (éd.), *Wendezeiten – Zeitenwende. Zur »Entnazifizierung und Entstalinisierung«*, Hambourg 1991, p. 49.

c'était justement pour cette raison que les Berlinoises de l'Est s'attaquaient en priorité aux juges ouest-allemands. On ne pouvait espérer contraste plus cru.

»Les juges sanguinaires de Hitler entrés au service d'Adenauer«; »Une terreur comme sous Hitler«; »Les asticots bruns de Bonn«: autant de titres de brochures qui submergeaient désormais l'Ouest, recensant sur des pages et des pages, les noms et les anciennes fonctions des juristes ouest-allemands. Mais c'était moins ce ton agressif de Guerre Froide que l'évidence des faits rapportés qui faisait impression. Et comme ces attaques étaient fondées sur des faits, c'est-à-dire sur le passé de ces juges et procureurs, leur perfidie ne restait pas sans effet. Elles reposaient sur une allégation généralisante selon laquelle la réinstallation de l'ancien personnel revenait à une continuité politico-idéologique. En d'autres termes: que dans la République fédérale, on continuait à appliquer systématiquement le droit nazi.

Néanmoins, comme il l'a été dit, les accusations étaient en partie fondées. Même les Occidentaux semblaient contrariés par leur nouvel Allié. À plus forte raison lorsque les Anglais rappelèrent que leur police militaire avait dû intervenir (en Rhénanie du Nord Westphalie) contre le »groupe des Gauleiter« formé autour de l'ancien secrétaire d'État de Goebbels, Werner Naumann, qui était en passe de noyauter la fédération régionale du FDP¹³.

Mais en RFA, l'indignation et l'esprit de contestation se développaient également au sein de l'opinion, en particulier parmi les jeunes. Preuve en est l'exposition »La justice nazie impunie« de 1959, organisée à Karlsruhe, le siège des plus hautes instances, par l'étudiant de Berlin-Ouest, Reinhard Strecker et quelques camarades de faculté. Comme les documents présentés provenaient en grande partie de RDA, l'exposition déclencha des attaques furieuses contre »ceux de Pankow«, que l'on soupçonnait de mécénat. Mais cela ne suffit pas à empêcher la critique publique de se développer.

Fort des succès de son agitation, le SED mit sur pied, les années suivantes, plusieurs campagnes massives contre »les criminels de guerre et les nazis de la République fédérale«. Après les juristes, ce fut coup sur coup le tour des autres catégories d'élites: économie, armée, sciences, et il va de soi, la bureaucratie des ministères de Bonn. Quant à cette dernière, les investigateurs est-allemands se concentrèrent presque exclusivement sur la figure du secrétaire d'État à la chancellerie, Hans Globke. Pour la propagande est-allemande, Globke était une figure des plus intéressantes, même si, comme on l'a dit, il avait déjà été, depuis 1950, pris pour cible par le SPD. Le qualifier de »main droite d'Adenauer« est à la fois insuffisant et relève du cliché.

Le reproche principal que l'on faisait à Globke – à l'époque de Weimar membre du parti du *Zentrum* et qui avait été chargé en 1932 des questions de nationalité au Ministère de l'Intérieur – était d'avoir été l'un des commentateurs des lois raciales de Nuremberg de septembre 1935; on retenait aussi contre lui des négociations avec des fonctionnaires suisses qui aboutirent à l'introduction du tampon »J« sur les passeports. Les défenseurs de Globke – dont Robert Kempner, ancien fonctionnaire du ministère de Prusse devenu plus tard procureur à Nuremberg – insistaient, au contraire, sur son rôle important de coordinateur au sein de l'opposition catholique et sur son éloignement du NSDAP. La demande d'admission de Globke au sein du parti nazi en 1940 avait été refusée en février 1943¹⁴.

On s'est souvent demandé si le refus obstiné d'Adenauer de renvoyer Globke ne devait pas être considéré comme un signal aux »Anciens«. Peu de choses pèsent en faveur de cette

13 Voir FREI (voir n. 3) p. 361–396.

14 Selon la déposition de Robert KEMPNER, in: Klaus GOTTO (éd.), *Der Staatssekretär Adenauers. Persönlichkeit und politisches Wirken Hans Globkes*, Stuttgart 1980. Pour la critique du SPD à l'époque, voir Dieter GOSEWINKEL, *Adolf Arndt. Die Wiederbegründung des Rechtsstaats aus dem Geist der Sozialdemokratie (1945–1961)*, Bonn 1991, p. 241sq.; et plus récemment: Erik LOMMATZSCH, *Hans Globke und der Nationalsozialismus. Eine Skizze*, in: *Historisch-Politische Mitteilungen* 10 (2003) p. 95–128.

thèse selon moi, puisque n'importe qui s'intéressant à l'époque à ces questions était à même de comprendre, avec ou sans Globke, l'offre que faisait Adenauer en matière d'intégration. De plus, si ce motif avait pu jouer un rôle important au début à des années 50, ce n'était plus le cas à la fin de la décennie, à un moment où Adenauer était à l'apogée de sa popularité et n'avait plus besoin du soutien brun. Désormais, s'il y avait autre chose en jeu que l'estime pour son second, c'était plutôt le bras de fer avec Berlin-Est qui, dans la perspective d'Adenauer, interdisait le retrait de Globke.

Assurément, il en était ainsi depuis l'été 1960, alors que le procès Eichmann se déroulait à Jérusalem et que la RDA tentait de présenter Globke comme l'un de ses complices. La campagne atteignit son apogée lors d'un procès contre le »Dr. Hans-Maria Globke« instruit par la cour suprême de RDA, qui condamna l'accusé »par contumace« à la prison à vie. Au vu de telles circonstances, on peut dire que Adenauer et Globke restèrent des alliés loyaux jusqu'au retrait forcé du chancelier en 1963.

Les dernières années de »l'ère Adenauer« furent, pour ainsi dire, émaillées de scandales liés au nazisme. C'était dû autant à la sensibilité accrue de la presse ouest-allemande qu'au travail infatigable d'Albert Norden, membre du Comité central du SED et responsable de sa section »Agitation et propagande«. Et bien souvent ces deux éléments étaient associés, puisque lorsque Norden s'en prenait aux dirigeants de l'Ouest au cours de »conférences de presse internationales«, la Stasi distribuait les documents correspondants aux journalistes curieux. De cette manière furent obligés de démissionner Theodor Oberländer en 1960, ministre pour les réfugiés allemands, »expert de l'Est« mis en cause depuis longtemps, et le procureur fédéral, Wolfgang Fränkel, à l'été 1962, à qui Norden reprochait d'avoir demander, dans plusieurs affaires pendant la guerre, la peine de mort pour des brouilles.

Mais était-ce vraiment le »règlement« de ces sombres affaires que poursuivait la RDA? Il semble que non, car à l'Ouest, la Stasi s'efforçait en même temps de renforcer l'antisémitisme et l'extrême droite organisée qui, même sans son aide, était déjà importante. De plus, les investigateurs de Berlin-Est avaient tendance à amplifier la portée de ces documents par la manipulation: ce fut le cas pour le soi-disant »bâtitteur de camps de concentration«, Heinrich Lübke.

Avec cette campagne contre le président fédéral, la RDA s'attaquait depuis 1965 à la tête de la »République de Bonn«. On reprochait à Lübke, en tant qu'architecte du »groupe de construction Schlempp«, d'avoir fait construire des baraquements pour les prisonniers des camps. La Stasi ignorait pourtant que Lübke, responsable en chef de la construction de la fabrique de fusées de Peenemünde, avait eu, depuis 1943, recours à des déportés. Mais cela n'empêcha pas les agitateurs de mener une campagne avec des dossiers falsifiés (mais les documents qu'ils renfermaient étaient authentiques), dans le seul but de ternir la réputation internationale de l'État allemand concurrent. Sans regarder la dépense, la Stasi jouait avec la présidence »au lièvre et au hérisson«: quel que soit le pays où Lübke se rendait, le »matériel d'information« de la RDA était déjà sur place. Le deuxième mandat de Lübke se changea rapidement en calvaire: pour le président lui-même, mais avant tout pour l'image de la République fédérale. À l'été 1969, poussé par ses propres amis politiques, il se retira un trimestre avant la fin de son mandat¹⁵.

L'élection du sociaux-démocrate Gustav Heinemann à la place du conservateur Heinrich Lübke ne fit qu'entériner les changements au sein de l'opinion publique à l'Ouest. À l'automne précédent, en phase avec le »68« allemand, l'affaire Beate Klarsfeld – elle gifla publiquement le chancelier Kurt-Georg Kiesinger, ancien membre du parti nazi – avait montré que la morale publique avait atteint un niveau supérieur. Celui qui à l'Ouest s'essayait à la politique malgré ses tâches brunes devait compter sur une »résistance« de la jeunesse critique et des intellectuels de gauche, qui ne se souciaient pas vraiment de la provenance des

15 Voir Rudolf MORSEY, Heinrich Lübke. Eine politische Biographie, Paderborn 1996.

informations compromettantes. Pour les cas douteux, ces dernières provenaient toujours de la RDA.

Alors qu'à l'Est, l'«antifascisme» décrété en 1945 était devenu une formule creuse, paravent derrière lequel on pouvait conserver certains restes mentaux d'une «Volksgemeinschaft» post-nationale-socialiste, la critique du passé, déplacée vers l'extérieur, se développa véritablement à l'Ouest – et absolument pas à ses dépendants. Contrairement aux intentions de leurs auteurs, les attaques de la RDA favorisèrent à l'Ouest un changement de climat permettant une conciliation autocritique avec le passé nazi, qui allait marquer durablement la compréhension intime (*Selbstverständnis*) de la deuxième République et de sa classe politique, au plus tard à partir des années 80. Depuis, on est devenu toujours plus conscient des traces laissées par la résurgence de la continuité.

L'histoire du national-socialisme en RFA ne peut ni se réduire à une succession d'échecs, de scandales politiques et de lacunes juridiques, ni à une «success story» linéaire. Ce furent les élites de fonction nazies qui déterminèrent le projet de République fédérale jusque dans les années 70; beaucoup de choses dépendaient de leur disposition au changement et de leur volonté d'adaptation aux nouveaux rapports politiques. Leur réorientation provient du fait que, en amont, une «génération sceptique» composée de réformateurs engagés aspiraient aux responsabilités, tandis qu'en aval, les «anciens de Weimar» tenaient les rênes politiques. En tout cas, peu furent ceux qui refusèrent cet appel à l'intégration, qui leur avait été adressé lors de la fondation de la République fédérale.

Bibliographie complémentaire

- Hartmut BERGHOFF, Cornelia RAUH-KÜHNE, Fritz K. Ein deutsches Leben im 20. Jahrhundert, Stuttgart 2000;
- Jürgen DANYEL, Die beiden deutschen Staaten und ihre nationalsozialistische Vergangenheit. Elitewechsel und Vergangenheitspolitik, in: Christoph KLESSMANN, Hans MISSELWITZ, Günter WICHERT (éd.), Deutsche Vergangenheiten – eine gemeinsame Herausforderung. Der schwierige Umgang mit der doppelten Nachkriegsgeschichte, Berlin 1999, S. 128–138;
- Paul ERKER, Toni PIERENKEMPER (éd.), Deutsche Unternehmer zwischen Kriegswirtschaft und Wiederaufbau. Studien zur Erfahrungsbildung von Industriegesellschaften, Munich 1999;
- Norbert FREI, NS-Vergangenheit unter Ulbricht und Adenauer. Gesichtspunkte einer »vergleichenden Bewältigungsforschung«, in: Jürgen DANYEL (éd.), Die geteilte Vergangenheit. Zum Umgang mit Nationalsozialismus und Widerstand in beiden deutschen Staaten, Berlin 1995, S. 125–132;
- , Stunde Null der deutschen Presse?, in: ID., Johannes SCHMITZ, Journalismus im Dritten Reich, Munich 1999;
- Lothar GALL, A man for all seasons? Hermann Josef Abs im Dritten Reich, in: Zeitschrift für Unternehmensgeschichte 2 (1998) S. 123–176;
- Ralph GIORDANO, Die Traditionslüge. Vom Kriegerkult in der Bundeswehr, Cologne 2000;
- Klaus Detlev GODAU-SCHÜTTKE, Die Heyde/Sawade-Affäre, Baden-Baden 1998;
- Klaus-Dietmar HENKE, Die Trennung vom Nationalsozialismus. Selbstzerstörung, politische Säuberung, Entnazifizierung, Strafverfolgung, in: ID., Hans WOLLER (éd.), Politische Säuberung in Europa. Die Abrechnung mit Faschismus und Kollaboration nach dem Zweiten Weltkrieg, Munich 1991, S. 21–83;
- Ulrich HERBERT, Rückkehr in die Bürgerlichkeit? NS-Eliten in der Bundesrepublik, in: Bernd WEISBROD (éd.), Rechtsradikalismus in der politischen Kultur der Nachkriegszeit. Die verzögerte Normalisierung in Niedersachsen, Hanovre 1995, S. 157–173;
- , Deutsche Eliten nach Hitler, in: Mittelweg 36, 3 (1999) S. 66–82;
- Hervé JOLY, Großunternehmer in Deutschland. Soziologie einer industriellen Elite 1933–1989, Leipzig 1998;
- Ernst KLEE, Deutsche Medizin im Dritten Reich. Karrieren vor und nach 1945, Francfort/M. 2001;
- Hubertus KNABE, Die unterwanderte Republik. Stasi im Westen, Berlin 1999;
- Helmut KÖNIG, Wolfgang KUHLMANN, Klaus SCHWABE (éd.), Vertuschte Vergangenheit. Der Fall Schwerte und die NS-Vergangenheit der deutschen Hochschulen, Munich 1997;
- Michael LEMKE, Kampagnen gegen Bonn. Die Systemkrise der DDR und die West-Propaganda der SED 1960–1963, in: Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte 41 (1993) S. 153–174;
- Winfried LOTH, Bernd-A. RUSINEK (éd.), Verwandlungspolitik. NS-Eliten in der westdeutschen Nachkriegsgesellschaft, Francfort/M. 1998;
- Ingo MÜLLER, Furchtbare Juristen. Die unbewältigte Vergangenheit unserer Justiz, Munich 1987;
- Saul K. PADOVER, Lügendetektor. Vernehmungen im besiegten Deutschland 1944/45, Francfort/M. 1999;
- Joachim PERELS, Das Juristische Erbe des »Dritten Reiches«. Beschädigungen der demokratischen Rechtsordnung, Francfort/M., New York 1999;
- Alexander von PLATO, »Wirtschaftskapitäne«. Biographische Selbstrekonstruktionen von Unternehmern der Nachkriegszeit, in: Axel SCHILDT, Arnold SYWOTTEK (éd.), Modernisierung im Wiederaufbau. Die westdeutsche Gesellschaft der 50er Jahre, Bonn 1998;
- Michael RUCK, Verwaltungsjuristen in der Nachkriegszeit – Wandlungen einer deutschen Funktionselite im interregionalen Vergleich, in: Franz-Josef DÜWELL, Thomas VORMBAUM (éd.), Themen juristischer Zeitgeschichte, Baden-Baden 1999, S. 71–98;
- Axel SCHILDT, NS-Eliten in der Bundesrepublik Deutschland, in: Geschichte, Politik und ihre Didaktik 24 (1996) S. 20–32;
- Philipp-Christian WACHS, Der Fall Theodor Oberländer (1905–1998). Ein Lehrstück deutscher Geschichte. Francfort/M., New York 2000;
- Wolfgang ZAPF, Wandlungen der deutschen Elite. Ein Zirkulationsmodell deutscher Führungsgruppen 1919–1961, Munich 1996;
- Dieter ZIEGLER (éd.), Großbürger und Unternehmer. Die deutsche Wirtschaftselite im 20. Jahrhundert, Göttingen 2000.